

Introduction



Les idées qui ont façonné le monde globalisé d'aujourd'hui étaient une réponse au désastre du monde déglobalisé de la première moitié du XX^e siècle. Ayant vu de quelle manière une économie mondiale fermée et divisée avait favorisé une dépression économique, des conflits et, en fin de compte, la Seconde Guerre mondiale, les architectes de l'après-guerre ont décidé de construire à la place une économie mondiale ouverte et intégrée. La libéralisation du commerce engendrerait une croissance et à un développement partagés. Du fait de l'interdépendance économique, tous les pays auraient intérêt à ce que les autres pays prospèrent. Les règles et les institutions internationales favoriseraient la stabilité, la confiance et la collaboration. L'antidote à un nationalisme économique à somme nulle était une coopération économique mondiale à somme positive.

La «mondialisation» – et l'ère sans précédent de prospérité et de progrès au niveau mondial à laquelle elle a donné naissance – est le fruit de cette vision de l'après-guerre. Cependant, le succès même de la mondialisation a posé de nouveaux défis – menaces sur l'environnement, accroissement des inégalités, bouleversements radicaux du pouvoir mondial – qui nourrissent des pressions en faveur d'une inversion de la mondialisation, d'une déconstruction de l'interdépendance et d'un retour à un monde plus divisé de blocs régionaux.

Le Rapport sur le commerce mondial de cette année pose la question de savoir si la fragmentation rendrait le monde plus sûr, équitable ou durable. Il affirme que l'inverse est vrai – à cause de la fragmentation, les économies seraient moins prospères, moins innovantes, moins résilientes, moins disposées à coopérer et moins bien armées pour coopérer afin de relever les défis sociaux, environnementaux et en matière de sécurité auxquels elles sont confrontées. Il dit en conclusion que pour relever les défis actuels, il ne faut en réalité rien de moins qu'accroître l'ouverture, l'intégration et la coopération et, pour cela, réformer le système commercial et économique international. L'objectif devrait être non pas la fragmentation – et tous les coûts et dangers qu'elle entraînerait – mais la remondialisation.

La mondialisation sous tension

L'ère moderne est dominée par la mondialisation, mais cette domination est fragile. L'intégration mondiale a contribué à la réalisation de progrès économiques extraordinaires – une croissance sans précédent, des cercles toujours plus large de développement, des progrès technologiques vertigineux, la sortie de centaines de millions de personnes de l'extrême pauvreté. Cependant, elle a aussi posé de nouveaux défis – répercussions sur l'environnement, perturbation et désorganisation de l'économie, et dispersion, déplacement et réalignement et rééquilibrage du pouvoir mondial. Alors même que les forces économiques et technologiques rassemblent les pays du monde, les différences stratégiques et les tensions géopolitiques risquent de les diviser.

Une économie mondiale intégrée doit fondamentalement être étayée par une coopération mondiale, une confiance mutuelle et un objectif commun. Pendant plus de soixante-dix ans, c'est la logique de l'élargissement et de l'approfondissement de la convergence économique mondiale qui a dicté la conduite des affaires du monde. Mais alors que les économies peinent à relever les nouveaux défis posés par la mondialisation, il y a des pressions croissantes en faveur d'un ralentissement ou d'une inversion de l'intégration, d'une déconstruction de l'interdépendance et d'un repli dans un monde plus divisé et fragmenté.

Ce n'est pas la première crise que la mondialisation traverse. Il y a deux cents ans, le monde a connu une première ère de mondialisation. Comme aujourd'hui, les nouvelles technologies, telles que les navires à vapeur, le chemin de fer et le télégraphe, ont permis de relier des économies très éloignées. Comme aujourd'hui également, les marchandises, les capitaux et les personnes se sont rapidement répandus dans le monde entier, portés par des accords bilatéraux de réduction des droits de douane, l'adoption de l'étalon-or à l'échelle mondiale, une plus grande ouverture à la migration et le rôle de la Grande-Bretagne, en qualité de puissance économique dominante, dans la défense du libre-échange et de la stabilité financière. Cela a abouti à un monde où les liens créés par les échanges, les investissements et les communications étaient de plus en plus nombreux, ainsi qu'à l'apparition de la première économie mondiale véritablement ouverte.

C'était une époque de grandes avancées économiques, appelée l'«ère du progrès», mais aussi de tensions politiques et géopolitiques croissantes. Les économies émergentes inondaient les pays industrialisés de produits bon marché, notamment des produits agricoles, qui contribuaient à faire diminuer le coût de la vie, en particulier pour les pauvres, mais qui menaçaient aussi les moyens de subsistance et créaient des pressions en faveur d'une hausse des droits de douane destinée à protéger les secteurs vulnérables. L'apparition de nouvelles puissances économiques, tirant parti de la mondialisation des technologies, de la production et des

marchés, a commencé à modifier la situation géopolitique, suscitant des inquiétudes parmi les puissances traditionnelles et déclenchant une course à l'armement et la constitution de nouvelles alliances défensives.

Toutefois, en dépit de la montée des tensions géopolitiques, beaucoup continuaient de penser que cette première ère de mondialisation était irrépressible et irréversible. Dans son livre à succès de 1910, intitulé *La Grande Illusion*, Norman Angell affirmait que le renforcement de l'interdépendance économique des grandes puissances rendrait la guerre si destructrice qu'elle serait impossible (Angell, 2016). L'éclatement de la Première Guerre mondiale quatre ans plus tard lui a donné raison quant à la puissance destructrice de la guerre mais tort quant à son impossibilité.

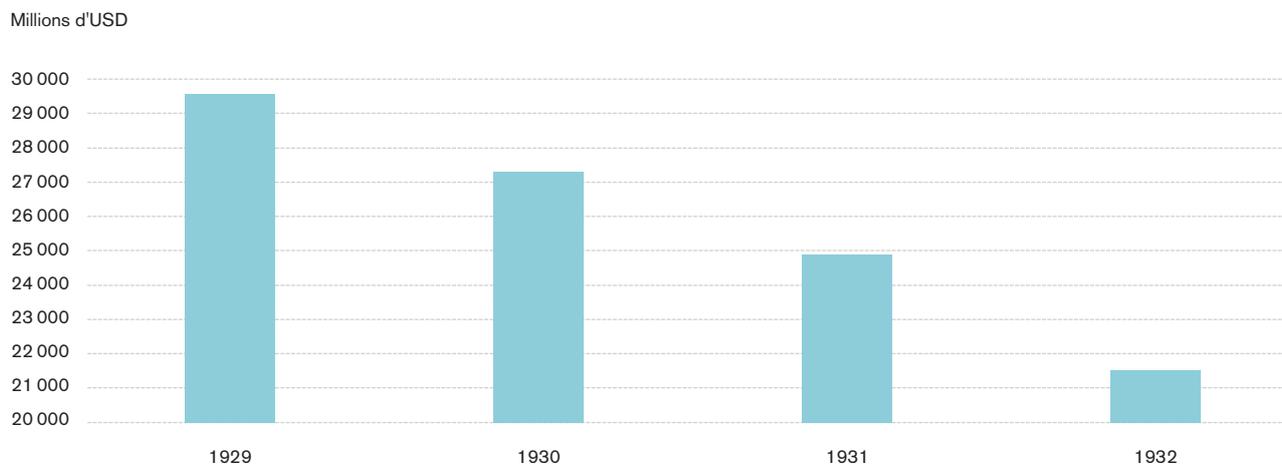
Qu'est-ce qui a mal tourné ? De nombreux facteurs ont été à l'origine de la Première Guerre mondiale mais une cause primordiale a été l'incapacité du système international de s'adapter à des évolutions technologiques, industrielles et géo-économiques rapides, ce qui a entraîné la désagrégation de la confiance entre les grandes puissances, une intensification de la rivalité géopolitique et la rupture de la coopération internationale.

Le désastre de la démondialisation

L'éclatement de la Première Guerre mondiale en 1914 a marqué la fin de la première ère de mondialisation et le début de trois décennies de démondialisation. Le commerce ouvert a rapidement cédé la place aux restrictions à la frontière, aux contingents et aux mesures de contrôle; l'étalon-or s'est effondré; et l'Europe, qui était auparavant le centre de l'économie mondiale, en est sortie dévastée et à bout de forces. Après la guerre, les grandes économies ont tenté épisodiquement et sans conviction de reconstruire une économie mondiale ouverte jusqu'à ce que la crise économique de 1929 balaie toute velléité de collaboration. Les économies se sont repliées sur elles-mêmes, les guerres commerciales et monétaires se sont intensifiées et l'économie mondiale s'est désintégrée en blocs régionaux rivaux et tournés vers l'intérieur. Entre 1929 et 1932, le volume des échanges mondiaux a chuté de près d'un tiers, ce qui a eu des résultats collectivement et individuellement désastreux (voir la figure 1).

Dans son œuvre novatrice, *La Grande Crise Mondiale*, Charles Kindleberger a affirmé que le problème fondamental était l'incapacité des économies d'agir de manière concertée, leur pessimisme croissant qui les portaient à douter que des solutions collectives soient même possibles et leur décision, en conséquence, de défendre leurs propres industries, emplois et marchés nationaux, sans se soucier des conséquences négatives sur les autres – enclenchant ainsi un engrenage de protectionnisme, de dévaluations monétaires

Figure 1 : Effondrement du commerce mondial, 1929-1932



Source: Federico et Tena Junguito (2018a).

Note: D'après la série chronologique « Échantillon complet, prix constants, frontières actuelles (millions de dollars EU de 1913), importations, monde ».

préjudiciables pour les autres et de nationalisme économique à somme nulle. Comme l'a dit Kindleberger : « Quand chaque pays se mit à protéger ses intérêts nationaux propres, l'intérêt général mondial fut évacué et avec lui les intérêts privés de chacune des nations » (Kindleberger, 1986). Ce défaut de coopération sur toute une série de questions – et l'insécurité économique, les conflits et la dépression qui en ont résulté – ont préparé le terrain pour le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, dernier chapitre, et le plus dévastateur, de l'ère de démondialisation du monde.

Reconstruire la mondialisation

Après les ravages de la Seconde Guerre mondiale, les pays se sont lancés dans une deuxième ère de mondialisation. Mais cette fois, la mondialisation allait être construite sur la base d'idées, de valeurs et d'institutions nouvelles. Le leadership des États-Unis, puissance économique dominante, a été primordial dans cette entreprise. Si leur isolationnisme avait été une des principales raisons de la faiblesse et de l'instabilité du système international pendant l'entre-deux-guerres, les États-Unis étaient désormais déterminés à jouer le rôle opposé, ayant appris à leurs dépens que leur intérêt économique national était lié à l'intérêt économique mondial. Non seulement les États-Unis disposaient des ressources et de l'influence nécessaires pour soutenir un nouveau système économique mondial, mais avec leurs alliés, tirant les « leçons » du passé récent, ils avaient formulé des idées claires sur le type de système qui était nécessaire.

Premièrement, le système serait ouvert, inclusif et multilatéral, et il découragerait la réapparition des blocs

régionaux protectionnistes et tournés vers l'intérieur qui avaient tant contribué à l'instabilité et au ressentiment entre les guerres mondiales. Deuxièmement, il serait fondé sur des règles, et non sur la force, afin que soient évitées l'anarchie économique, l'insécurité et les rivalités engendrées par la politique du chacun pour soi qui avaient caractérisé l'entre-deux-guerres. Troisièmement, il établirait un équilibre entre la nécessité d'une intégration économique mondiale et la nécessité d'avoir des politiques en matière d'emploi et des filets de protection sociale au niveau national – l'hypothèse, eu égard là encore aux leçons tirées des erreurs passées, étant que l'ouverture du commerce et l'intégration ne recueilleraient un soutien dans les pays que si leurs avantages et leurs coûts étaient plus équitablement répartis. Quatrièmement, il serait adossé à des organisations économiques internationales nouvelles, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (après l'échec du projet d'institution d'une Organisation internationale du commerce) qui seraient explicitement chargées de soutenir l'ouverture du commerce mondial et de faciliter l'obtention de résultats concertés et propres à instaurer la confiance, qui avaient fait défaut pendant les années 1920 et 1930. Enfin, ce nouvel ordre économique international serait ancré dans un nouvel ordre sécuritaire international, les Nations Unies, ce qui garantirait que la prospérité et la paix mondiales iraient de pair.

De fait, la caractéristique la plus frappante de ce système d'après-guerre était l'hypothèse fondamentale selon laquelle promouvoir la croissance mondiale, le développement et le progrès – créer un avenir où le monde entier pourrait prendre part à la prospérité – était la condition préalable essentielle d'une paix durable.

Comme M. Roosevelt, ancien Président des États-Unis, l'a dit vers la fin de la guerre, «[n]ous ne parviendrons à construire un monde pacifique que si nous construisons un monde économiquement sain».¹ Le terme «mondialisation» n'existait pas en 1945 mais il décrit bien le type d'économie ouverte, interdépendante, unifiée que les architectes de l'après-guerre tentaient de construire.

Cette vision globale de l'économie a eu des résultats extraordinaires. Au cours des 70 dernières années, la croissance de l'économie mondiale a été multipliée par 14, ce qui est remarquable, et, plus stupéfiant encore, celle du commerce mondial a été multipliée par 45 (voir la figure 2), ce qui montre à quel point l'intégration mondiale et la croissance mondiale ont été indissociables. L'essor rapide du monde en développement a joué un rôle important dans cette évolution, en particulier après que de grandes économies émergentes ont commencé à s'ouvrir de plus en plus et se sont intégrées au monde dans les années 1980 : depuis lors, la part des pays en développement dans le commerce mondial des marchandises est passé de moins d'un tiers à presque la moitié, tandis que leur part de la production mondiale passait de 14 % à 43 %.

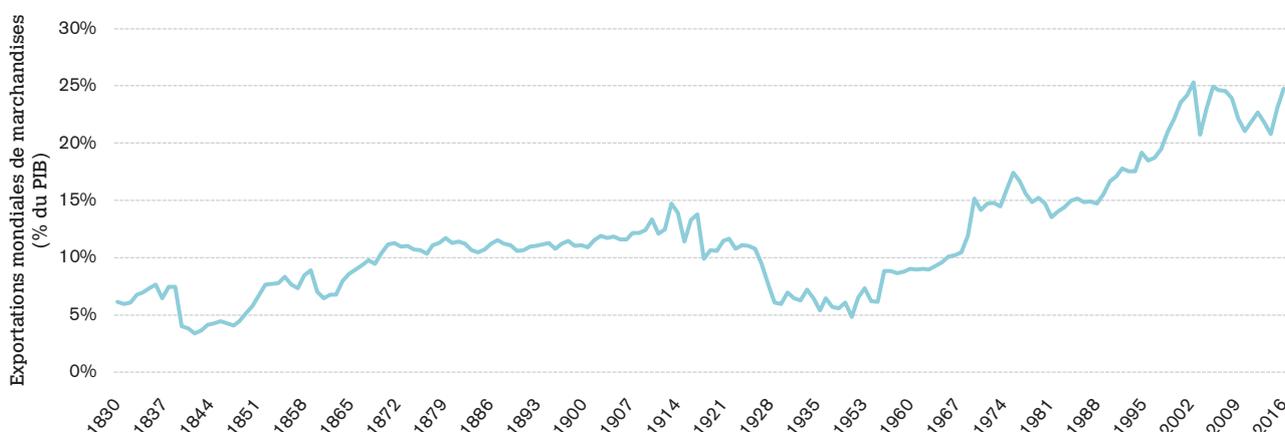
L'exemple le plus frappant est celui de la Chine. Elle est actuellement le premier exportateur mondial alors qu'il y a 40 ans, elle se classait au 32^{ème} rang. La Chine, qui représente un cinquième de l'humanité, a connu une croissance moyenne de 9,1 % par an au cours des 40 dernières années, ce qui s'est traduit par une expansion sans précédent de son économie, multipliée par 38, bien que cette progression ait ralenti récemment. L'Inde, qui représente une proportion encore plus importante de la population mondiale, a connu une croissance moyenne de 6,1 % par an et est actuellement la grande économie qui

enregistre la croissance la plus rapide du monde. Même si ce sont ces pays et d'autres économies émergentes qui ont le plus attiré l'attention ces dernières années, les économies avancées, elles aussi, ont connu une expansion et une progression. Entre 1980 et aujourd'hui, la croissance des économies du G-7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni et Union européenne) prises collectivement a été multipliée par 2,5.

L'élargissement et le renforcement de la croissance économique mondiale ne sont pas les seules conditions du développement mais ce sont des conditions nécessaires ; cela explique pourquoi l'ère de mondialisation moderne a aussi été marquée par des progrès sans précédent dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'égalité des genres et de la lutte contre la pauvreté. Depuis 1950, l'espérance de vie moyenne a progressé de plus d'un tiers, passant de 45 ans à plus de 73 ans aujourd'hui, et cette espérance de vie a augmenté dans toutes les économies du monde. De nos jours, 88 % de la population mondiale sont alphabétisés, contre 42 % seulement en 1960. La proportion de la population mondiale vivant dans une extrême pauvreté est tombée de 80 % en 1960 à moins de 10 % aujourd'hui (Banque mondiale, 2021) et rien qu'au cours des 30 dernières années, 1,5 milliard de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté. Cette forte baisse de la pauvreté dans le monde est encore plus remarquable si l'on considère que la population mondiale a été multipliée par trois au cours de la même période.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans la mondialisation et l'expansion sans précédent de la croissance économique et du progrès technologique qu'elle a contribué à promouvoir.

Figure 2 : Essor, déclin et nouvel essor de l'intégration économique mondiale, 1830-2020



Source: Federico et Tena Junguito (2018b) et Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale.

Notes: Les données jusqu'en 1959 sont basées sur la série chronologique «Échantillon complet, prix courants, exportations/PIB, monde» dans Federico et Tena Junguito (2018b); les données depuis 1960 sont basées sur la série chronologique «Exportations de marchandises (% du PIB)» dans les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale; il n'y a pas de données pour les années 1939 à 1949.

Les solutions peuvent être source de nouveaux défis

Cependant, le succès de la mondialisation a aussi généré de nouveaux défis, parmi lesquels un défi majeur est l'environnement.

La croissance économique rapide, reposant sur une intégration mondiale de plus en plus étroite, a entraîné l'accroissement de la production et de la consommation et la hausse des niveaux de vie d'une population mondiale en rapide augmentation. Toutefois, la croissance économique et le progrès matériel font aussi peser des contraintes intenable sur l'environnement mondial, entraînant une augmentation des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre, une perte rapide de biodiversité, la surexploitation des ressources naturelles et la propagation de la pollution de l'air, des sols et de l'eau. Que ces défis environnementaux soient en grande partie la conséquence du progrès économique et du développement extraordinaires de ces 70 dernières années ne change rien au fait qu'il faut leur apporter des solutions immédiates, en particulier si l'on ne veut pas que la poursuite du progrès économique, du développement et de la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale soit interrompue ou pire.

Les inégalités sont un autre défi majeur. Bien que la mondialisation ait participé à la réduction des inégalités entre les pays, car de nombreuses économies émergentes connaissant une croissance rapide rattrapent les pays avancés ou s'en rapprochent, elle a aussi contribué à accroître les inégalités à l'intérieur des pays. Les moteurs du progrès économique mondial – spécialisation, concurrence, innovation, produire plus et mieux avec moins – engendrent aussi des gagnants et des perdants, car de nouvelles industries nécessitant de nouvelles compétences fleurissent dans de nouvelles parties du monde, alors même que les anciennes industries faisant appel à des compétences dépassées sont en difficulté, en repli ou disparaissent (Autor, Dorn et Hansen, 2013 ; 2016 ; Rodrick, 2018).

Le fait que l'économie mondiale a dans l'ensemble énormément bénéficié du commerce et des changements induits par la technologie, que ce processus a engendré plus de gagnants que de perdants, et que de nombreuses économies sont parvenues, par le biais des politiques nationales, à amortir ou atténuer les effets de répartition négatifs du changement économique ne modifie en rien le fait que certaines personnes, certains groupes et même des régions entières risquent d'avoir le sentiment d'être laissés pour compte ou « rejetés » par la mondialisation.

La dispersion et le réalignement du pouvoir géopolitique compliquent les efforts déployés en vue de relever ces défis mondiaux. La mondialisation a contribué à accélérer considérablement le développement et à favoriser l'émergence de nouveaux acteurs économiques puissants.

Mais l'« ascension des autres », selon les termes employés par Fareed Zakaria pour décrire ce processus, perturbe aussi l'ancien ordre international et modifie l'équilibre mondial des pouvoirs, déclenchant de puissantes ondes de choc géopolitiques et géo-économiques (Zakaria, 2009). Les économies avancées restent des acteurs clés mais ne sont plus dominantes. Les économies émergent rapidement en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud jouent dans le système un rôle qui était juste inimaginable il y a seulement 20 ans – et des économies plus petites encore veulent avoir davantage leur mot à dire dans un système qui présente pour elles un intérêt accru.

Pour les anciennes puissances, habituées à jouer le rôle de chef de file, devoir partager la scène mondiale avec de nouveaux acteurs peut être inhabituel, voire déstabilisant. Leur « ordre interne », pour reprendre les termes de John Ikenberry, est soudainement devenu l'« ordre externe » (Ikenberry, 2018). À l'inverse, pour de nombreuses puissances nouvelles, qui auparavant n'intervenaient pas dans la haute politique mondiale, devoir assumer la direction commune d'un système dans lequel elles jouent désormais un rôle important peut être tout aussi inhabituel et difficile.

Cela se produit au moment même où la mondialisation réduit les obstacles, raccourcit les distances et rapproche encore plus des économies, des cultures et des régimes politiques différents, ce qui peut, par là même, intensifier les tensions systémiques et rendre l'obtention de consensus sur les politiques plus difficile. Des domaines qui auparavant étaient du ressort des pays, comme la réglementation bancaire, la fiscalité ou les politiques de santé, ont maintenant des répercussions mondiales. Des questions transfrontières qui n'ont jamais été envisagées lorsque le système a été conçu pour la première fois, telles que les changements climatiques, les flux de données ou l'intelligence artificielle, exigent maintenant des solutions mondiales coordonnées. Ce nouveau monde multipolaire est plus inclusif et équitable que l'ancien monde bipolaire ou unipolaire mais il est aussi plus complexe et plus difficile à coordonner.

Parallèlement, une série de chocs au cours des quinze dernières années – la crise financière de 2008-2009, la pandémie de COVID-19 et maintenant la guerre en Ukraine – a fait naître des inquiétudes quant à la mesure dans laquelle les pays sont devenus dépendants les uns des autres pour des fournitures, ressources, énergies et technologies essentielles, quant à la manière dont des perturbations lointaines peuvent maintenant se répercuter et s'amplifier tout au long des chaînes d'approvisionnement complexes et intégrées et quant à la manière dont l'interconnectivité et l'interdépendance semblent rendre les pays moins autosuffisants, plus vulnérables aux chocs externes et trop exposés aux turbulences de l'économie mondiale. La montée des conflits géopolitiques – dont témoignent la guerre en Ukraine et les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine – ne font qu'exacerber ces inquiétudes

concernant la dépendance excessive à l'égard des fournisseurs étrangers et le recul de l'autosuffisance nationale. (Irwin, 2020 ; Evenett, 2022).

Ces tensions mettent à rude épreuve ce qui est sans doute le lien le plus fondamental qui assure la cohésion du monde globalisé d'aujourd'hui : la confiance. Si la prospérité mondiale repose sur l'interdépendance, cette interdépendance repose, quant à elle, sur la confiance mutuelle et un objectif commun – la volonté des pays d'abaisser les obstacles entre eux, de compter les uns sur les autres pour les fournitures et technologies essentielles, et de travailler les uns avec, et non contre, les autres pour produire des résultats bénéfiques pour tous.

Si la coopération mondiale se révèle plus difficile ces dernières années, c'est dans une large mesure parce que le fondement de la confiance mutuelle est érodé par la méfiance et la suspicion, entre l'Est et l'Ouest comme entre le Nord et le Sud.

Retour vers le futur ?

Face à ces défis, d'autres discours sur la mondialisation sont apparus (Roberts et Lamp, 2021). Certains affirment maintenant que, au lieu de rendre les économies plus fortes et plus dynamiques, la mondialisation les rend plus faibles et plus vulnérables en donnant la priorité à l'efficacité au détriment de la résilience – « juste à temps » plutôt que « juste au cas où » – et en les exposant à des risques excessifs et à des fournisseurs étrangers peu fiables (Posen, 2020). Certains reprochent à la mondialisation d'éroder la force économique des pays, de vider leurs industries de leur substance et de permettre à d'autres de copier ou de voler leurs technologies, au lieu de générer les ressources, investissements et technologies nécessaires pour permettre de relever les défis mondiaux fondamentaux comme la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques (Bijmackers, 2013 ; Hinshir, 2021 ; Shih, 2022). Certains soutiennent qu'au lieu d'aider à construire la paix dans le monde par l'accroissement de la prospérité et de l'interdépendance mutuelle, la mondialisation rend le monde moins sûr en renforçant les pouvoirs de rivaux stratégiques et en affermissant les régimes autoritaires.

Selon ce courant de pensée, la mondialisation fait partie non plus de la solution mais du problème et l'objectif devrait être de ralentir ou d'inverser l'intégration mondiale, de déconstruire l'interdépendance, et de revenir à un monde plus divisé et démondialisé. Les idées qui avaient été discréditées après les « erreurs » des années 1930 sont maintenant de nouveau en vogue (OMC, 2020a). Les appels se multiplient en faveur de la relocalisation dans des pays voisins ou amis – voire de la division de l'économie mondiale en blocs commerciaux régionaux autosuffisants et en sphères d'influence économiques,

la coopération se limitant à des petits groupes de pays « amis » ou « partageant les mêmes idées ». De même, les stratégies industrielles publiques, les subventions, les droits de douane pour le remplacement des importations, et les restrictions à l'exportation et à l'investissement, qui visent tous à accroître la résilience économique, à renforcer l'autosuffisance nationale, à rapatrier les emplois du secteur manufacturier et à réduire les risques des relations géo-économiques, sont de plus en plus plébiscités (Wise et Loeys, 2023).

Cependant, un processus de démondialisation ne résoudra pas les grandes difficultés auxquelles les économies sont aujourd'hui confrontées ; en fait, il les aggravera et les rendra plus insolubles. À cause de la démondialisation, l'économie mondiale serait appauvrie, moins efficace, moins innovante et ses ressources seraient plus limitées, ce qui diminuerait la capacité des économies de faire avancer leurs priorités sociales, environnementales ou en matière de sécurité – qu'il s'agisse de renforcer les filets de sécurité sociale, d'adopter des technologies vertes, d'investir dans l'éducation, la recherche-développement et les infrastructures qui sont maintenant les pierres angulaires de la compétitivité économique, du leadership technologique et de la sécurité et de la vigueur d'un pays. Comme bon nombre des gains de la mondialisation sont le fruit de la spécialisation des économies dans ce qu'elles font le mieux, ces gains seraient annulés si les économies axaient plutôt leurs efforts sur l'accroissement de leur autosuffisance et la diminution de leur dépendance à l'égard des producteurs les plus efficaces. Revenir sur l'ouverture et l'intégration au monde aurait aussi pour effet de limiter la concurrence, la diffusion des technologies et l'échange d'idées, qui sont des moteurs essentiels de l'innovation. L'OMC estime que le coût de la scission du système commercial mondial en blocs commerciaux distincts s'élèverait à environ 5% du revenu réel au niveau mondial, et que certains pays en développement enregistraient des pertes à deux chiffres.

Qui plus est, ces chiffres ne prennent pas en compte les limitations qu'entraînerait la fragmentation du point de vue de l'accès aux ressources et technologies essentielles dont toutes les économies sont désormais dépendantes, qui auraient pour effet de diminuer, au lieu d'accroître, leur résilience et leur sécurité. Cela est particulièrement vrai dans les secteurs de pointe, où même les plus grandes économies ne disposent pas de tous les composants essentiels et matériaux sophistiqués et de tout le savoir-faire technologique nécessaires pour être autosuffisantes. Ainsi, environ 73% du cobalt produit dans le monde vient de la République démocratique du Congo ; l'Afrique du Sud produit 70% du platine mondial ; et la Chine produit plus de 80% des panneaux solaires dans le monde et 60% des turbines éoliennes et des batteries de voitures électriques – ressources et technologies dont toutes les économies auront besoin pour passer aux énergies propres et atteindre leurs objectifs en matière d'émissions de gaz à effet de serre (White, 2023). La solution pour

favoriser la résilience et la vigueur économiques nationales dans l'économie mondiale d'aujourd'hui, caractérisée par une très grande complexité et une étroite interdépendance, consiste à étendre et à diversifier le commerce et non à le restreindre ou à le relocaliser.

Un danger encore plus grand serait que les tentatives pour inverser la mondialisation et reconstruire des murs économiques dégénèrent en un cercle vicieux de représailles, un protectionnisme au détriment des autres, une escalade des conflits économiques et l'effondrement du système commercial fondé sur des règles – ce qui rendrait la coopération à l'échelle mondiale plus difficile, non seulement sur les questions économiques mais aussi sur les questions environnementales, sociales et de sécurité urgentes auxquelles le monde est confronté. Comme dans les années 1930, la baisse de la confiance et la montée de l'insécurité au niveau mondial pourrait forcer les économies à défendre leurs propres intérêts nationaux, même aux dépens de leurs intérêts collectifs, ce qui entraînerait la détérioration de leur situation à toutes. Si la mondialisation repose fondamentalement sur une coopération économique « à somme positive », la démondialisation représente – et renforce – le nationalisme et la rivalité économiques « à somme nulle »

Paradoxalement, la réponse aux défis posés par la mondialisation est plus, et non moins, de mondialisation – une économie mondiale plus ouverte, intégrée et diversifiée, une coopération accrue entre les gouvernements, une coordination améliorée des politiques et des questions, un système commercial et économique international plus fort, plus inclusif, plus efficace et moderne. L'urgence n'est pas la démondialisation mais bien la remondialisation.

Remondialisation

Le *Rapport sur le commerce mondial* de cette année se penche sur le débat qui a lieu actuellement autour de la mondialisation et du système commercial mondial sur lequel elle repose. Il porte sur trois grands défis auxquels l'ordre économique mondial d'aujourd'hui doit faire face – la sécurité et la résilience, la pauvreté et l'inclusivité, et la durabilité environnementale – et pose la question de savoir laquelle, de l'intégration ou de la fragmentation, constitue la meilleure manière d'aller de l'avant. Il examine également si la solution aux défis d'aujourd'hui est un processus de remondialisation qui réforme, améliore et actualise le système commercial et économique international actuel.

Le chapitre B étudie la manière dont le scepticisme croissant quant aux avantages de l'ouverture du commerce, de l'interdépendance économique et de la mondialisation façonne le paysage des politiques commerciales. Il souligne que le commerce et le système commercial multilatéral se sont montrés résilients jusqu'à maintenant en dépit d'un environnement politique de plus en plus difficile. Par exemple, le commerce des marchandises a

continué de croître, bien qu'à un rythme inférieur à celui d'avant 2008, tandis que le commerce des services et, en particulier, le commerce numérique progressent beaucoup plus rapidement que celui des marchandises. Toutefois, il est également indiqué dans ce chapitre que la coopération internationale en matière de commerce fait face à des vents contraires et que les tendances à long terme à l'accroissement de la libéralisation des échanges et au renforcement de l'intégration ont clairement ralenti ou stagnent, en particulier en comparaison des grandes initiatives d'ouverture du commerce des années 1990. Le chapitre passe aussi en revue les éléments qui sont les premiers signes de fractures dans le système commercial mondial et met en évidence le risque accru de frictions commerciales, de conflits et de protectionnisme.

Le chapitre C examine la relation entre la mondialisation, la résilience économique et la sécurité. Il montre qu'une économie mondiale intégrée peut renforcer la résilience économique et la sécurité nationales parce qu'elle offre de nouvelles sources d'approvisionnement, encourage l'adaptabilité et réduit la dépendance à l'égard d'un seul marché. En revanche, la relocalisation des chaînes d'approvisionnement ou leur délocalisation dans des pays voisins pourraient avoir l'effet inverse et fragiliser ces chaînes en supprimant des solutions mondiales. Plus généralement, ce chapitre défend aussi l'idée que le système commercial multilatéral est lui-même une source de sécurité mondiale parce qu'il favorise le dialogue, améliore la compréhension et encourage les économies à s'appuyer sur des règles, plutôt que sur la force, pour régler les conflits. S'il reconnaît que le commerce mondial ne peut pas mettre fin à un conflit, ce chapitre avance l'idée que le monde serait encore plus divisé sans lui. En effet, il montre que le renforcement de la résilience et de la sécurité dépend de la diversification des relations commerciales mondiales, et non de leur limitation, et de l'augmentation de la coopération économique mondiale, et non de sa réduction.

Le chapitre D examine les effets de la mondialisation sur la pauvreté et les inégalités. Il indique qu'une plus grande ouverture du commerce et une intégration plus poussée, portées par le système commercial multilatéral fondé sur des règles, ont contribué à réduire la pauvreté et ont induit une convergence historique des niveaux de revenu dans toutes les économies, ce qui a abouti à une économie mondiale plus inclusive. Le commerce peut certes contribuer à accroître les inégalités dans les économies, car les personnes et les entreprises peuvent tirer plus ou moins avantage de la spécialisation et du changement économiques mais il est aussi essentiel au renforcement de la croissance globale, sans laquelle les gouvernements ne peuvent pas dispenser des formations, apporter une aide à l'ajustement ou procéder à une redistribution des revenus. Il s'ensuit que des politiques nationales complémentaires peuvent contribuer de manière déterminante à garantir que les avantages du commerce sont largement partagés à l'intérieur des économies et que personne n'est laissé pour compte.

À l'inverse, la fragmentation économique fragiliserait le commerce, moteur du relèvement des niveaux de vie, de la réduction la pauvreté et de la convergence économique à l'échelle mondiale, et elle pénaliserait encore plus les plus pauvres dans toutes les économies.

Le chapitre E porte sur la relation entre la mondialisation et les efforts visant la durabilité environnementale. Il défend l'idée que l'expansion du commerce et de l'intégration peut contribuer à induire l'évolution nécessaire vers des activités économiques écologiquement durables et l'abandon progressif des activités polluantes en accroissant l'accès mondial aux biens, services et technologies vertes essentielles. Selon la logique de l'avantage comparatif, l'expansion du commerce et de l'intégration peut aussi aboutir à une répartition plus verte de la production et du commerce au niveau mondial, pour autant que les bonnes politiques environnementales sont mises en œuvre. On pourrait aussi multiplier les possibilités de croissance et de développement verts grâce à l'expansion des échanges d'énergies et de matières premières propres et de biens verts. En revanche, la fragmentation économique entraverait la transition vers des activités économiques écologiquement durables, nuirait au fonctionnement des avantages comparatifs écologiques et ferait obstacle aux possibilités de croissance en faveur de la durabilité environnementale, en particulier pour les pays en développement. Ce chapitre montre que la remondialisation, en renforçant la coopération, l'ouverture du commerce et la diversification des échanges, est un élément essentiel de la réponse à la crise environnemental actuelle.

Deux termes apparaissent à de nombreuses reprises tout au long du présent rapport : remondialisation et fragmentation. Ils décrivent deux scénarios possibles pour l'avenir de la mondialisation.

La fragmentation s'entend de l'abandon de l'approche coopérative inscrite dans le système commercial multilatéral actuel au profit d'un commerce plus local et axé sur des blocs et de politiques unilatérales. Elle se caractérise par une augmentation des restrictions au commerce et des dérogations aux engagements pris en vertu d'accords internationaux. Des exemples en sont les vastes restrictions au commerce visant des sous-ensembles d'économies ou les politiques unilatérales qui ne tiennent pas compte des répercussions et externalités pour les autres économies.

À l'inverse, la remondialisation s'entend d'une approche qui élargit l'intégration commerciale à un plus grand nombre de personnes, d'économies et de questions. Cette approche est centrée sur la coopération internationale et reconnaît que les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. Cependant, remondialisation ne veut pas dire plus de mondialisation. Il s'agit plutôt d'un appel à une réforme du système commercial multilatéral visant à garantir le respect des principes d'un commerce sûr, inclusif et durable. La remondialisation englobe la réduction des obstacles au commerce pour ceux qui sont restés en marge du système commercial, depuis les économies d'Afrique subsaharienne jusqu'aux travailleurs des régions industrielles des économies avancées. Ainsi, la remondialisation fait progresser la résilience grâce à la diversification, l'inclusivité grâce au développement et la durabilité grâce à la dissémination des connaissances. Cela comprend le renforcement de la coopération et de la cohérence avec d'autres enceintes multilatérales et pour toutes les questions. Grâce à toutes ces avancées, la remondialisation libère la capacité du commerce d'apporter des solutions aux grands défis de notre époque.

Notes

1. Message du 26 mars 1945 au Congrès sur la Loi sur les accords commerciaux, <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/message-congress-the-trade-agreements-act>.